

**Arrêté préfectoral complémentaire  
Société SAMIN  
Commune de Baron**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juin 2007 autorisant la société SAMIN à exploiter une carrière de sables industriels sur le territoire de la commune de Baron ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu la demande de modification des conditions d'exploitation des installations présentée le 4 septembre 2024 par la société SAMIN en vue de modifier ses installations sur le territoire de la commune de Baron ;

Vu le rapport et les propositions du 28 octobre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 12 novembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet ;

Considérant ce qui suit :

1. La demande de modification présentée par la société SAMIN consiste à :
  - modifier le rythme de remise en état de la carrière ;
  - mettre à jour le montant des garanties financières ;

2. Le dossier initial ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral du 11 juin 2007 susvisé indique que « L'emprise totale à décapier est d'environ 19 ha ; ces travaux seront exécutés annuellement à la cadence d'1 à 1,5 ha par an ; une superficie sensiblement identique sera remise en culture chaque année ; seul le talus, trop pentu pour être cultivé, sera semé ou planté de bosquets. » ;
3. L'article IV.6 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2007 prévoit : « La remise en état des lieux est coordonnée à l'avancement des travaux d'extraction » ;
4. L'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 prévoit : « Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation » ;
5. Par conséquent, le rythme de remise en état défini dans le dossier initial n'est pas adapté car il est directement lié aux besoins d'extraction du sable ;
6. Les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ; elles permettent, en particulier, de limiter les stockages temporaires de matériaux et ne présentent pas d'impact sur la biodiversité ;
7. Le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;
8. Il convient de prendre en compte les modifications sollicitées et de modifier les prescriptions applicables au site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SAMIN, dont le siège social est situé Tour Saint-Gobain, 12 place de l'Iris à Courbevoie (92400), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite au lieu dit « Beaulieu-le-Neuf » sur le territoire de la commune de Baron.

### **Article 2 :**

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juin 2007	Article II.5.4 de l'annexe	Modifié et remplacé par l'article 3 du présent arrêté

### **Article 3 : Garanties financières**

L'exploitant constitue des garanties financières et les renouvelle cinq ans après au plus tard afin de permettre la remise en état maximale à tout moment au cours de l'exploitation.

Le montant des garanties financières comprend l'emprise des infrastructures, la zone d'exploitation et la zone des fronts.

Les garanties financières se décomposent de la façon suivante :

Phase	Emprise infrastructure	Surfaces en chantier	Surface des fronts	Montant des garanties financières
<b>4</b> (de T0+15 ans à T0+20 ans)	1,697 ha	15,185 ha	3,81 ha	743 905 €

Elles ont été définies selon la méthode forfaitaire précisée dans l'arrêté ministériel du 9 février 2004, en prenant en compte un indice TP01 de 129,8 (valeur du mois de juin 2024 paru au JO d'août 2024) et un taux de TVA de 20 %.

#### **Article 4 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci au préfet de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télerecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et au préfet de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement.

#### **Article 5 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Baron pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Baron fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Baron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 28 NOV. 2024

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général

  
Frédéric BOVET

#### **Destinataires :**

Société SAMIN

Le sous-préfet de Senlis

Le maire de la commune de Baron

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France